

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Arrêté préfectoral portant mise en demeure**  
**à l'encontre de la Société Coopérative Agricole AXEREAL**  
**pour une exploitation située sur la commune d'Eole en Beauce,**  
**N° AIOT : 0010000162**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°811 du 25 mai 1999 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 05 décembre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier du 10 janvier 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** le courrier en date du 15 janvier 2025 informant l'exploitant des constats relevés, du projet d'arrêté de mise en demeure, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

**VU** les observations émises par l'exploitant en date du 23/01/2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 05 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté :

- qu'au vu des documents présentés par l'exploitant - Certificat Q18 relatif aux installations électriques de l'établissement établi par l'organisme de contrôle DEKRA le 07 novembre 2024, et rapport de vérification des installations électriques du 07 novembre 2024 établi au titre ICPE - Silos, par l'organisme de contrôle DEKRA relatif à une vérification des installations électriques du 28 au 29 octobre 2024, les installations électriques présentent des non-conformités susceptibles de générer des risques d'incendie et d'explosion ;
- des situations susceptibles de générer des pollutions des sols et de la nappe d'eaux souterraines, notamment la présence de sacs d'engrais sur sol nu dont un sac est éventré ; ainsi que des traces vertes à proximité immédiate de la dalle extérieure du bâtiment déclaré comme étant à destination du stockage des engrais vrac ;
- l'absence d'alarme sonore au déclenchement du capteur de dysfonctionnement testé ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation constitue un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et à l'article 2 paragraphes 1.2.6, 1.2.8 et 2.4.20 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999 susmentionnés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société Coopérative Agricole AXEREAL de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La Société Coopérative Agricole AXEREAL, exploitant un centre de stockage de céréales située à Eole en Beauce, au lieu-dit « la Garenne de Tortois », est mise en demeure de respecter :

1. l'article 2 paragraphes 1.2.6, 1.2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999 précité, en éliminant les sacs d'engrais sur sol nu, ainsi que les traces vertes à proximité immédiate de la dalle extérieure du bâtiment déclaré comme étant à destination du stockage des engrais vrac, et en traitant les déchets générés selon des filières autorisées ; et en transmettant au Préfet d'Eure-et-loir les justificatifs de mise en conformité ; **dans un délai de 60 jours, à compter de la notification du présent arrêté ;**
2. l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 précité, en réalisant les travaux de mise en conformité des installations électriques ainsi qu'une vérification des installations par un organisme compétent après la réalisation des travaux, et en transmettant au Préfet d'Eure-et-loir les justificatifs de mise en conformité ; **dans un délai de 60 jours, à compter de la notification du présent arrêté ;**
3. l'article 2 paragraphe 2.4.20 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999 précité, en , et en installant une alarme sonore au déclenchement du capteur de départ de bande du transporteur TB1 ; et transmettant au Préfet d'Eure-et-loir les justificatifs de mise en conformité ; **dans un délai de 90 jours, à compter de la notification du présent arrêté ;**

## **ARTICLE 2 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS UTILES**

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

## **ARTICLE 3 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchie auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

## **ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

## **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

12 MAI 2025

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

  
Agnès BONJEAN

